conseil superieur. Il sera établie à Québec une chambre de commerce dont les délibérations et les arrêts sont sujets à la revision du Conseil d'Etat ; ce qui n'empêchera pas que la chambre de commerce, ne rende compte directement à la cour, de ce qu'elle aura décidé ou des propositions qu'elle aura faites au Conseil d'Etat.

On la composera des négocians les plus éclairés et il sera accordé, sur le rapport du Gouverneur Général, quelque récompense honorifique aux membres de cette chambre qui auront proposé les moyens les plus utiles pour augmenter le commerce du pays, relativement au bien du Royaume.

La chambre de commerce tiendra la main à empêcher les monopoles et éclairera sur cet article le Gouvernement le conseil d'Etat sera juge souverain dans cette partie.

Le Conseil d'Etat sera en droit d'établir une taxe pour les denrées et marchandises, tant étrangères que du cru du pays, si l'on aperçoit qu'elles soient portées à un prix trop considérables.

On ne se servira dans la Colonie d'aucune autre monnaie que celle de papier imprimé et dans la même forme qu'elle se faisait ci-devant, avec cette différence que les ordonnances seront marquées d'une empreinte et signées, non seulement de l'Intendant, mais aussi du Gouverneur Général et d'un commissaire ou controleur nommé à cet effet.

Les ordonnances seront portées comme ci-devant, au trésor chaque année avant le départ des vaisseaux pour être retirées par le Trésorier et remplacées à ceux qui se rapporteront par des lettres de change à un ou à plusieurs termes.

Il sera dressé un procès verbal des ordonnances con-